

n'évitera pas le contrôle des changes, l'interdiction d'exporter des capitaux en dehors des nécessités résultant des transactions commerciales, les banques autorisées étant rendues responsables de leurs opérations devant une Centrale des devises. L'inspection par des spécialistes du change et le contrôle douanier permettraient de déceler les capitaux provenant d'exportations, maintenus à l'étranger et de les rapatrier dans un délai à fixer.

Combien de pillages scandaleux pourraient être mis en évidence ! Sans doute cela nous conduit à un contrôle très rigoureux ; mais au moment où l'on est en train de préparer une mobilisation générale, au moment où on trouve tout à fait normal le conseil de révision de tous les citoyens, avant la mobilisation et la guerre, je pense que le Front populaire pourrait imposer le conseil de révision de tous les capitaux, le contrôle de toutes les opérations de change, seuls moyens d'éviter cette fuite désespérée, cette hémorragie épuisante qui nous conduisent à l'abîme.

Camarades, je suis obligé de passer très rapidement sur d'autres aspects du même problème qui ne sont pourtant pas secondaires. J'ai là par exemple un rapport de notre Amicale Socialiste de la Banque de France qui montre bien qu'en dépit de la bonne volonté de M. Labeyrie, le haut personnel auprès de qui il prend conseil est toujours réactionnaire et fasciste, par exemple : le secrétaire général, le caissier principal, le contrôleur général, le chef de la succursale des Comptes directs (gendre de Peugeot). On comprend alors que les 10 milliards du fonds d'égalisation soient mis à une rude épreuve avec de tels conseillers. Dans l'intérêt d'une politique financière audacieuse comme dans celui de toute la politique générale, il serait temps de faire passer le souffle républicain dans la haute administration. Je ne parle même pas du nouveau Conseil de gérance où l'on n'a pas su empêcher M. Lemaigre-Dubreuil de bafouer le Front populaire. Le temps presse.

COMBATTRE OU CAPITULER ?

Abordons le domaine économique proprement dit. Impossible de dissimuler une inquiétude croissante qui se manifeste partout maintenant, même dans le *Populaire*, même dans des Fédérations qui sont tout à fait d'accord avec la politique du Gouvernement, et qui sont obligées de se rendre compte que les prix haussent. L'indice était en février 1936, 454 — je parle de l'indice pondéré 34, articles de ménage — septembre 1936, 494 ; décembre 1936, 550 ; janvier 1937, 567. Cette hausse des prix de détail va écraser un peu plus les petits commerçants placés devant cette dure nécessité de vendre à des prix parfois inférieurs aux nouveaux prix d'achat de leur réapprovisionnement.

Nous entrons dans cette période où la classe moyenne, le petit commerce, les petites industries vont être de plus en plus serrées dans l'étau entre le grand capitalisme et le prolétariat. Alors, nous

devons craindre leur démoralisation. Il ne suffit pas d'enregistrer purement et simplement le phénomène de la hausse des prix. Des mesures énergiques devront être prises. Si on nous avait écouté, il y a trois mois, elles seraient dès maintenant effectuées et on ne serait pas débordé par les faits.

Nous regrettons profondément qu'on ait laissé jouer la mécanique capitaliste qui devait amener cette hausse sans avoir pris aucune précaution sérieuse alors qu'on devait la prévoir. On pouvait aussi prévoir ce que la spéculation ajouterait au jeu licite ; il suffirait de suivre les télégrammes qu'envoient des grands spéculateurs pour savoir d'où ça vient, quels sont ceux qui refusent les commandes, quels sont ceux qui majorent d'une manière abusive et formidable leurs matières premières. Tout cela est facile, et des sanctions rigoureuses, n'y en aurait-il que quelques-unes condamnant lourdement les affameurs du peuple, auraient une résonance profonde dans les masses populaires du pays.

Mais, camarades, là encore il faut s'engager dans une politique de combat, contre le grand capitalisme. Or, dans ce domaine, notre camarade Spinasse va très loin avec ses projets d'ententes industrielles. Je veux dire tout de suite que ceux-ci nous inquiètent profondément, car nous savons d'où ils viennent. Nous connaissons ces organisations à caractère scientifique, mais à origine capitaliste, qui réunissent les polytechniciens et les grands chefs d'entreprises (1). Nous suivons leurs travaux en vue de normaliser et de rationaliser la production pour, disent-ils, abaisser le prix de revient. Nous disons, nous : On n'abaisse pas le prix de revient sans toucher au profit.

Ce n'est pas la réduction du loyer de l'argent qu'il faut rechercher, car c'est là un élément secondaire du prix de revient. Pour réduire réellement celui-ci sans toucher au salaire, il faut s'attaquer à la fraude fiscale mise en évidence par la comptabilité-valeur, et aux postes matières premières, forces motrices, assurances ; ce qui nous ramène à la lutte contre les trusts. Au lieu de cela, la politique économique du C.N.O.F. ne peut avoir comme résultat que de donner

(1) Le Comité national de l'organisation française (C.N.O.F.) est le lieu géométrique de MM. Mariage (S.T.C.R.P.), Dautry (directeur du réseau de l'Etat, conseiller de Laval), Jean Milhaud (C.G. du Patronat français), Laguionie (du Printemps). Son école est placée sous le patronage des Facultés catholiques (Mgr Lesne) des industriels du Nord, des établissements Kuhlmann... etc.

Extrait du Bulletin du 16 décembre 1936, page 26 :

« M. Jean Coutrot est félicité pour sa nomination de Président du Bureau technique permanent du Centre d'organisation scientifique du travail, auprès du ministère de l'Economie nationale. M. Coutrot a été nommé à cette fonction de haute responsabilité en qualité d'administrateur du C.N.O.F. »